

RUSSIE (TCHÉTCHÉNIE)

Des enfants violés et torturés au camp de « tri » de Tchernokozovo

Index AI : EUR 46/019/00

« Les soldats nous disaient souvent : "Même si vous sortez d'ici vivants, vous serez certainement handicapés." »

« Musa », survivant du camp de « tri » de Tchernokozovo

Amnesty International a recueilli le témoignage alarmant d'un survivant du camp de « tri » de Tchernokozovo, selon lequel des détenus, y compris des femmes et des enfants, y ont été violés et sauvagement torturés.

Les chercheurs envoyés sur le terrain par Amnesty International ont pu s'entretenir en Ingouchie avec « Musa »

, jeune homme de vingt et un ans maintenu en détention dans le camp de Tchernokozovo du 16 janvier au 5 février. Il a été appréhendé dans le village de Znamenskiy, tandis qu'il s'enfuyait en bus de Grozny, prise sous les bombardements, en compagnie de sa mère et de son frère. Musa a été arrêté avec dix autres hommes, dont deux adolescents.

Il a été sauvagement battu et torturé quotidiennement dans le cadre de sa détention, plusieurs fois par jour. Le 18 janvier, il a été contraint à traverser en marchant un « couloir humain » de 20 à 25 hommes armés et masqués, munis de matraques et de marteaux, qui ont battu Musa ainsi que les autres détenus tandis qu'ils passaient. Le jeune homme a été frappé sur le dos avec un marteau, qui lui a fracturé la colonne vertébrale.

Musa a assisté au viol d'une adolescente de quatorze ans par une dizaine de gardiens dans le couloir donnant accès aux cellules où il était enfermé avec d'autres détenus. Cette jeune fille était venue rendre visite à sa mère retenue captive, et avait été autorisée à la voir pendant cinq minutes après avoir versé la somme de 5 000 roubles (environ 175 euros). Cette rencontre de cinq minutes s'est transformée en un calvaire de quatre jours, pendant lesquels elle a été enfermée dans une cellule, battue et violée à maintes reprises par des gardiens.

Musa a également fait part à Amnesty International du cas d'un adolescent âgé de seize ans appelé Albert, originaire du village de Davydenko, qui a été amené dans sa cellule après avoir été victime d'un viol collectif et passé à tabac par des gardiens. Une de ses oreilles avait été tranchée et les gardiens le désignaient par le prénom féminin « Maria ». Musa pense que jusqu'à dix hommes ont été violés dans le camp au cours des vingt et un jours qu'il y a passés en détention.

Par ailleurs, Musa a partagé durant une semaine la cellule d'Andreï Babitski, le correspondant de Radio Svoboda (Radio Liberté). Il s'est également trouvé en compagnie d'un homme dont les mains avaient été grièvement brûlées par des gardiens au moyen de briquets, et d'un

adolescent de dix-sept ans dont les dents avaient été sciées au moyen d'une lime, dont les lèvres étaient déchiquetées, et qui était de ce fait dans l'incapacité de manger, de boire ou de parler. Musa a estimé que 10 à 15 nouveaux détenus étaient amenés au camp chaque jour. Au nombre de ceux qu'il a vu figuraient des jeunes filles de treize ou quatorze ans.

Sa mère a finalement pu obtenir sa libération le 5 février, en versant la somme de 4 000 roubles (environ 140 euros) à ses geôliers et en rachetant la liberté de deux prisonniers de guerre russes à des combattants tchéchènes, ainsi que l'exigeaient les responsables du camp. Musa et sa mère se sont réfugiés en Ingouchie et vivent actuellement dans la clandestinité, craignant que leur sécurité ne soit menacée dans la mesure où il a été identifié après avoir évoqué son calvaire dans le cadre d'une interview accordée à la chaîne de télévision nationale NTV. Selon des médecins qui ont examiné Musa après sa libération, il risque d'être paralysé à vie s'il ne reçoit pas de toute

urgence les soins requis par son état de santé.

« Les allégations de Musa concernant les traitements choquants qui lui ont été infligés ont été corroborées par d'autres informations ayant filtré à propos des camps de "tri", bien que le gouvernement russe persiste à affirmer à la communauté internationale et aux médias que ni la torture ni le viol ne sont pratiqués dans ces camps, a déclaré Amnesty International.

« Le gouvernement russe doit prendre des mesures immédiates pour mettre fin à ces terribles violations des droits humains, et permettre à des professionnels de la santé et à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'entrer en contact sans délai ni restriction avec les détenus », a souligné Amnesty International ?

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 171 413 5566, ou consulter notre site web (<http://www.amnesty.org>).